

Éducation et formation des adultes :
les oubliées de l'accessibilité
Lettre ouverte du conseil d'administration de l'ICÉA

Le 2 mai 2012 marque le 10^e anniversaire de la publication de la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue* (ci-après la Politique). Alors que le mouvement étudiant des cégeps et des universités ont relancé le débat public sur l'accessibilité à l'éducation universitaire, il est important de se questionner sur celle de l'éducation et de la formation des adultes, cet autre secteur de l'éducation qui fait figure de parent pauvre.

Dix ans, déjà : une politique à réactiver et à mettre à jour

On admet facilement l'importance de se former tout au long de la vie et le gouvernement y fit écho en 2002 en rendant publique la Politique. Or, tout au long de la prochaine année, dans le cadre d'une série d'activités, l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) cherchera à faire le bilan de cette décennie dans une série d'activités qui doivent culminer au printemps 2013 par la tenue d'un événement public. En saisissant l'occasion de cet anniversaire, l'objectif de l'ICÉA est de faire le point sur la Politique, mais surtout de s'intéresser aux nouvelles réalités afin d'actualiser les perspectives de développement d'une culture de la formation.

Rappelons que, pour en assurer le déploiement, la Politique de 2002 fut assortie d'un plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue 2002-2007. Or, cinq ans après l'échéance de ce premier plan d'action, un nouveau plan d'action n'a toujours pas été élaboré par le gouvernement. Pourtant, à l'automne 2007, le gouvernement a consulté les organismes et les milieux de l'éducation des adultes et de la formation continue dans le but d'actualiser le plan d'action de la Politique.

Dix ans plus tard, où en sommes-nous?

Qu'à cela ne tienne, 10 ans après l'énoncé de politique, l'ICÉA souhaite se tourner vers l'avenir et relancer le débat sur toute la Politique en éducation et en formation des adultes au Québec. Ainsi, pour alimenter la réflexion, l'ICÉA et ses membres se proposent de porter un regard critique sur l'état de l'éducation et de la formation des adultes au Québec. Les sujets de réflexion ne manquent pas. Outre ceux nommément ciblés par la Politique et son premier plan d'action – formation de base, alphabétisation, reconnaissance des acquis, formation liée à l'emploi, etc. – il y a la formation socioculturelle, la formation syndicale, l'éducation populaire, la formation civique, le dossier des formateurs et formatrices d'adultes, la formation continue dans les secteurs de l'enseignement professionnel et technique, l'éducation des adultes à l'enseignement postsecondaire, le financement, la condition des adultes apprenants, notamment, des populations marginalisées sur le plan éducatif..., sans compter plus largement les sujets liés aux enjeux sociaux, tels l'environnement, la santé ou la diversité culturelle, et les

nouvelles tendances en émergence dans le domaine de l'apprentissage chez les adultes.

Cette réflexion culminera, en mai 2013, dans un rendez-vous de la société civile, auquel seront conviés les milieux de l'éducation, du monde du travail, du monde communautaire et populaire, de façon à dessiner collectivement les perspectives dans lequel le droit à l'éducation des adultes et à l'éducation tout au long de la vie se concrétisera davantage. La société du savoir pose des défis majeurs en éducation des adultes. L'ICÉA contribuera à relever ces défis en invitant les forces vives de la société pour faire avancer l'éducation des adultes et la formation continue au Québec.

Le mardi 8 mai 2012

Le conseil d'administration de l'ICÉA :

Claude Bégin (Confédération des syndicats nationaux); Nicole Boily (membre individuelle); Michèle Bruneau (membre individuelle); Richard Charrette (Commission scolaire de Montréal); Léa Cousineau (Présidente du conseil d'administration de l'ICÉA), Esther Désilets (Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec); Chantal Dubeau (Commission de la construction du Québec); Nadia Duguay (EXEKO); Paula Duguay (Maman va à l'école); Mychèle Fortin (Collection d'animation urbaine L'Autre Montréal); Isabelle-Line Hurtubise (Fédération des commissions scolaires du Québec); Pierre Jobin (Centrale des syndicats du Québec); Victor Lapalme (membre individuel); Robert Martin (Mouvement québécois des adultes en formation); Louise Montgrain (Inter-CEP, l'Alliance des centres d'éducation populaire); Christian Pelletier (Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec); Hélène Simard (Conseil régional Montréal Métropolitain de la FTQ); Jean-Pierre Simoneau (Collège Marie-Victorin et Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison); Claudie Solar (Université de Montréal); Jean Trudelle (Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec, CSN); Jean-Marie Ladouceur et Christiane Allaire (représentants du syndicats des employées et employés de l'ICÉA).